

Conférence

Inclusion 2025

« Inclusion systématique ou scolarisation adaptée ? »

La nécessité d'échanger

Dans un contexte où l'école inclusive, depuis la loi Montchamp de 2005 devient une priorité des politiques éducatives, cette conférence a réuni plusieurs acteurs engagés pour partager leurs expériences, leurs expertises et leurs points de vue sur l'inclusion en milieu scolaire. Elle visait à mettre en lumière les réalités du terrain, les défis persistants concernant les élèves à besoins éducatifs particuliers.



CONTACTER LE SNUDI-FO 64



Téléphone : 06 30 52 76 83

Courriel : snudifo64@gmail.com

Adresse : Centre municipal de réunions, 10 place Sainte Ursule
64100 Bayonne

Constats partagés

- L'inclusion scolaire est aujourd'hui imposée sans évaluation réelle des besoins, ni adaptation concrète des structures.
- Les établissements médico-sociaux (ESMS) ferment, faute de financement, alors qu'ils sont essentiels pour certains enfants.
- Manque criant de personnel, de places, d'AESH formés et reconnus, et de coordination entre institutions.
- Souffrance généralisée : enfants, familles, enseignants et éducateurs dénoncent un système déshumanisé et à bout de souffle.

Inclusion forcée = illusion d'école pour tous

Les intervenants s'accordent : l'inclusion est aujourd'hui un levier de réduction des coûts plus qu'un projet humaniste.

Un élève en ordinaire coûte 9 000 €, contre 49 000 € en ESMS.

L'inclusion sans moyens devient exclusion déguisée : pour les élèves les plus fragiles, les familles, et les professionnels déjà à bout.

Des témoignages poignants

- Une mère raconte le parcours du combattant avant que son fils ne puisse enfin être pris en charge par un ESMS : « Grâce à ces structures, il s'en sort. »
- Le CRAPS rappelle : des centaines d'enfants attendent une place en structure, parfois jusqu'à 8 ans. L'inclusion actuelle est « irraisonnée ».
- Une pédopsychiatre alerte : on oublie l'enfant, ses émotions, ses rythmes. « Où est passé le droit à l'humain ? »
- Des éducateurs et enseignants spécialisés dénoncent un système à bout de souffle, où l'urgence remplace la prévention.

Revendications portées collectivement

- Un statut digne et une vraie formation pour les AESH
- Des postes en nombre suffisant dans les RASED, les structures médico-sociales et l'Éducation nationale
- Une inclusion choisie, concertée, préparée, et non imposée
- Des places en ESMS pour les enfants qui en ont besoin
- Une scolarisation adaptée aux besoins de chaque élève, et non une norme imposée à tous

L'école inclusive ne peut se faire ni à marche forcée, ni à moyens constants. Elle ne doit pas devenir un outil d'exclusion masquée, mais un projet partagé, humain, construit avec et pour les enfants.